

L'ALGERIE EN QUETE D'UNE RATIONALISATION DES DEPENSES PUBLIQUES.

Ait Mokhtar Omar
Université de Chlef
omar110805@yahoo.fr

Résumé :

L'Algérie se trouve à la croisée des chemins. L'espace budgétaire créé par l'avènement d'une manne pétrolière prolongée a permis au pays d'entreprendre un important programme d'investissement public pour la période 2005-2009, le Programme complémentaire de soutien à la croissance économique, connu sous le nom de PCSC.

Le rôle économique de l'Etat se résume en trois fonctions fondamentales ; soit, l'allocation des ressources, largement atteinte avec la manne pétrolière ; la distribution du bien-être et par là une meilleure stratégie de rationalisation des dépenses publiques et en fin l'arrivée à une stabilisation économique qui constitue l'objectif principal de toute économie digne de ce nom.

Cet article présente une revue de littérature théorique et empirique sur l'évolution de la politique des dépenses publiques en Algérie entre 2000 et 2009 et qui a été l'objet de nombreux débats entre plusieurs économistes au cours de la période récente.

L'Algérie se trouve actuellement à un carrefour important. le pays est confronté à un défi fondamental : le créneau d'opportunités sera-t-il exploité à l'appui d'une croissance à long terme de l'économie et de l'emploi et d'un développement social permanent, —ou sera-t-il perdu pour des raisons d'inefficacité, de gaspillage, et de corruption ?

الملخص بالعربية:

الجزائر أمام مفترق الطرق، القيمة المعتبرة لاحتياطي الصرف الناتجة عن ارتفاع أسعار المحروقات سمح للجزائر باعتماد برنامج هام للاستثمار العمومي خلال فترة 2005 - 2009، والذي أطلق عليه اسم البرنامج التكميلي لإعانة النمو الاقتصادي . الدور الاقتصادي للدولة ينحصر في ثلاث مهام أساسية : تخصيص الموارد المالية . هذه المهمة تم تحقيقها بفضل الفترة الزاهية للبترول، بعدها تأتي مهمة التوزيع الأمثل لهذه الموارد وترشيد النفقات العامة للوصول إلى الأخير إلى الاستقرار الاقتصادي و الذي يمثل الهدف الرئيس ي لاقتصاديات الدول. هذا البحث يوجز دراسة نظرية وتطبيقية لتطور سياسة النفقات العامة في الجزائر خلال الفترة الممتدة من سنة 2000 إلى غاية سنة 2009 و الذي شكل في أكثر من مرة محور نقاش خبراء الاقتصاد . الإشكالية تتركز في ماهية السياسة المثلى لترشيد النفقات العامة في الجزائر.

1-Etat des faits :

L'accroissement rapide des dépenses publiques s'est traduit par la montée en flèche des déficits budgétaires des pays en développement exportateurs, en 2009, atteignant 11% du PIB en Algérie (bien que largement couvert par des ressources de l'ordre de 150 milliards de dollars). Selon le rapport de la banque mondiale, la croissance du PIB en Algérie a ralenti à 2,1% en 2009, contre 3% en 2008. Une baisse de 2% dans le secteur pétrolier a été partiellement compensée par les activités non pétrolières qui ont enregistré un taux d'expansion de 5,7 %, appuyé par le bâtiment et les services liés à un programme de développement des infrastructures à long terme (PIP). Le programme a continué d'être mis en œuvre en partie en tant que mesure de relance et, au début de 2009, le gouvernement a annoncé qu'il lui consacrerait environ 60 milliards de dollars prélevés sur son excédent budgétaire lié au pétrole.

C'est après une période de croissance vigoureuse de 4,5% par an, entre 2000 et 2005, que l'Algérie a connu un ralentissement de sa croissance. Celle-ci est tombée à 1,8% en 2006 en raison d'un important recul du secteur des hydrocarbures attribuable à des travaux de maintenance et à la baisse de la demande de pétrole et de gaz en Europe. Une légère reprise a ensuite hissé la croissance du pays à 3,5% en 2007. Suite à la forte baisse des prix du pétrole au cours du dernier trimestre de 2008, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie a de nouveau diminué pour se situer à 3% en moyenne en 2008. Notons que selon le même rapport, le PIB par habitant de l'Algérie a enregistré une augmentation en passant à 3 968 dollars en 2007, contre 3 478 dollars en 2006. L'accroissement du PIB par habitant a, ainsi, plus que doublé durant ces dernières années en passant de 1 623 dollars en 1999 à 3 968 dollars en 2007. Cette amélioration du revenu global par habitant intervient dans le sillage de la hausse de la croissance du PIB qui a clôturé en nette hausse à la fin 2007, en s'établissant à 9 374 milliards de dinars (135 milliards de dollars). Ce résultat dépasse largement les prévisions de la loi de finances 2007 qui tablait sur un PIB de l'ordre de 6.235 milliards de dinars (87 milliards de dollars) en 2007, soit une augmentation de plus de 51% par rapport aux prévisions. Un bond du crédit privé a fait espérer une reprise des activités dans le secteur privé, mais des mesures prises par la suite en janvier 2009, sous la forme d'un décret présidentiel limitant à un maximum de 49 % la part des capitaux des investisseurs internationaux dans les principales entreprises privées du pays, ont eu un impact immédiat sur les investissements étrangers directs (IDE). Un ralentissement des mesures prises en vue de la libéralisation du commerce extérieur a également été observé en 2008 et l'adhésion longtemps attendue de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a encore été repoussée. En 2008, la croissance du PIB global se situait à environ 3%, tandis que celle du PIB hors hydrocarbures s'établissait à 5,8%, traduisant une médiocre récolte céréalière et une morosité de la demande sur les marchés d'exportation de l'Algérie. D'ailleurs, dans son rapport portant sur les perspectives économiques mondiales pour 2010, sur la crise, les finances et la croissance (Global economic prospects (GEP) : Crisis, Finance and Growth 2010), la Banque mondiale a souligné que le PIB de l'Algérie, qui a augmenté de 2,1% en 2009, devrait poursuivre sa hausse pour croître de 3,9% en 2010. L'institution de Bretton Woods établit des pronostics encore meilleurs pour l'Algérie sur l'année 2011, en tablant sur un PIB qui devrait connaître une hausse de 4% l'an prochain. Dans ses prévisions sur la croissance mondiale, il est ainsi constaté que la croissance de l'Algérie dépasse le taux de croissance du PIB mondial, lequel devrait être de +2,7% en 2010 et de +3,2% en 2011 contre -2,2% en 2009. D'autre part, concernant le ratio de la balance des comptes courants de l'Algérie par rapport au PIB, la BM

avance que ce taux devrait s'établir à +2,7% en 2010, pour passer à +5,6% en 2011 contre -3,4% en 2009. D'un autre côté, l'accroissement rapide des dépenses publiques s'est traduit par la montée en flèche des déficits budgétaires des pays en développement exportateurs en 2009, atteignant 11% du PIB en Algérie (bien que largement couvert par des ressources de l'ordre de 150 milliards de dollars), 5,5% en République arabe syrienne, 3,8% en République islamique d'Iran et 2% en République du Yémen. D'ailleurs, l'élaboration de la loi de finances pour 2009 est intervenue dans un contexte de poursuite du confortement des équilibres internes et externes des principaux indicateurs macro-économiques et financiers. Le contexte économique et financier est marqué par l'augmentation du prix de référence du baril de pétrole à 37 dollars, un taux de change de 65 DA pour 1 dollar US, un taux de croissance économique de 4,1% et un taux de croissance hors hydrocarbures de 6,6%, émanant essentiellement du secteur des travaux publics et du bâtiment. Il est également marqué, par une stabilité relative des exportations d'hydrocarbures et une augmentation de 10% des importations de marchandises. A titre de rappel, la croissance hors hydrocarbures effective a clôturé à 6,5% en 2007 contre 5,2% en 2006 grâce aux secteurs respectivement du BTP (+9,5% en termes réels), des services (+6,9% en volume) et de l'agriculture (5,8% en volume). Les résultats du secteur des hydrocarbures, qui totalise à lui seul 45% du PIB, indiquent également une augmentation de sa valeur ajoutée en se situant à près de 4.140 milliards de dinars (plus de 57 milliards de dollars). Ce qui signifie que la valeur ajoutée dans ce secteur a augmenté de près de 7% en valeurs courantes mais a baissé de 0,7% en termes de volume. Pour finir, en ce qui concerne l'investissement global, il s'est élevé à 3 135 milliards de dinars en 2007, soit +25% en prix courants et à près de 10% en termes réels par rapport à l'année 2006. Le commerce extérieur a terminé l'année 2007 avec des importations de l'ordre de 27 milliards de dollars (+28% par rapport à 2006) contre des exportations de l'ordre de 60 milliards de dollars (+11%). En somme, l'impact le plus important attendu de la croissance est celui de l'amélioration de la situation de l'emploi et donc de la réduction du chômage qui touchait 12,3% de la population active en 2006. Sur ce point, la lecture des estimations indiquent une population active de 10,51 millions en milieu d'année 2007 (évolution de 2,5% par an depuis 1999), et une population occupée de 9,27 millions (soit une augmentation de 2,9% par rapport à 2006).

2-Quelle politique budgétaire suivie en Algérie avant 2005?

L'Algérie a adopté une formulation budgétaire prudente, tout en gérant bien ses ressources pétrolières. Malgré les prix pétroliers élevés, le Gouvernement a adhéré à une pratique conservatrice : le prix pétrolier de référence du budget a été de 19 dollars US le baril alors que les prix pétroliers moyens ont en fait été supérieurs à 45 dollars US le baril en 2004 et 2005. Les recettes pétrolières excédentaires alimentent le Fonds de régulation des recettes (FRR). Une saine gestion des recettes des hydrocarbures a également été renforcée en arrêtant des règles qui empêchent le FRR de financer directement le déficit budgétaire hors hydrocarbures. En dépit du succès remporté pour accumuler les réserves, le prix pétrolier de référence au budget devrait être revu et fixé à un niveau plus réaliste. Le FRR atteint une limite au niveau de sa capacité de financement du remboursement anticipé de la dette et devrait être converti en un compte d'épargne et de financement totalement intégré au budget.

Telle qu'actuellement envisagée, l'exécution intégrale du PCSC est soutenable sur le plan budgétaire dans le moyen terme et son impact inflationniste prévisible est mineur. Selon l'hypothèse que l'Algérie poursuive des politiques monétaires et d'endettement prudentes, et même selon l'hypothèse extrême d'un retour des prix pétroliers à leur niveau de référence de 19 dollars US le baril, l'Algérie pourrait exécuter le PCSC tout en maintenant un cadre budgétaire durable. Ceci s'explique par les recettes exceptionnelles des hydrocarbures des

dernières années qui ont élargi l'espace budgétaire pour l'investissement public. Pourtant, au cours de la prochaine période d'expansion budgétaire, il est essentiel que l'Algérie maintienne une position budgétaire prudente. Les prix pétroliers actuels record pourraient retomber à des niveaux inférieurs. Et, pour éviter de sérieux risques budgétaires à moyen terme, l'Algérie devrait également maîtriser les hausses permanentes des dépenses de fonctionnement résultant des investissements du PCSC. D'ailleurs, étant donné son taux de chômage encore élevé, même si celui-ci continue à descendre, des soucis inflationnistes associés à l'expansion de l'investissement ne sont pas justifiés.

Donc, au niveau microéconomique, les efforts analytique et de politique doivent se concentrer sur les problématiques centrales de l'efficacité et du ratio coûts-avantages de la dépense publique. Dans ce sens, on suggère que l'Algérie prête une attention particulière à la cohérence sectorielle et à la qualité des projets sélectionnés dans le cadre du PCSC. Ce rapport suggère la nécessité d'un calendrier plus long pour l'exécution du programme accompagné d'améliorations progressives de la préparation des projets et de la capacité d'exécution.

3-Evolution des dépenses publiques (2000-2004) :

	2000	2001	2002	2003	2004
Dépenses publiques milliards DA	1118.1	1321.0	1551.0	1691.4	1891.8
Taux de croissance des dépenses publiques	22.5	12.12	17.38	9.08	11.84
Total des dépenses publiques en pourcentage PIB	28.74	31.14	34.29	32.23	30.83
Dépenses d'équipement milliards DA	856.2	963.2	1097.7	1120.9	1245.5
Dépenses d'équipement pourcentage dépenses publiques	72.67	72.91	70.77	66.27	65.83
Dépenses d'équipement pourcentage PIB	20.88	22.71	24.27	21.36	20.29
Dépenses de fonctionnement milliards DA	321.9	357.8	452.9	570.4	646.3
Dépenses de fonctionnement pourcentage dépenses publiques	27.32	27.05	29.20	33.72	34.16
Dépenses de fonctionnement pourcentage PIB	7.85	8.42	10.01	10.26	10.53

Source : Fond Monétaire International / 2005

Depuis 2002, les dépenses de fonctionnement (récurrentes) ont baissé, passant à 24 % du PIB (35 % du PIB-HH). La diminution des dépenses de fonctionnement traduisait surtout une baisse des paiements d'intérêt avec la diminution de la dette publique de 89,5 % du PIB en 1999 à 28,5 % en 2005. Une décomposition plus poussée des dépenses de fonctionnement fait apparaître des tendances révélatrices.

..... Les dépenses d'investissement ont augmenté de manière progressive, passant de 7 % du PIB en 1999 à 10 % du PIB en 2005. Elles sont passées de 11,5 % du PIB-HH en 1999 à près de 15 % en 2002 à cause de l'augmentation des investissements publics dans le cadre du PSRE sur la période 2001-04. Il s'en est suivi une pause, qui s'est accompagnée d'une diminution du ratio à 13 % du PIB-HH en 2003-04. Au moment du démarrage du PCSC de 2005-09, les dépenses d'investissement ont augmenté de 18 % du PIB-HH en 2005. Le PCSC envisage le maintien d'investissements relativement importants dans les projets d'infrastructures publiques, au secteur du logement et aux secteurs sociaux.

Cependant, les dépenses effectives d'investissement sont inférieures aux allocations budgétaires. Le taux d'exécution des dépenses d'investissement était d'environ 74 pourcent en 2003-05. Les sommes allouées pour les investissements publics qui ne sont pas dépensées à la fin de l'exercice peuvent être dépensées aux cours des exercices suivants à travers les comptes spéciaux pluriannuels du Trésor rattachés à des projets spécifiques.

Le dernier rapport du fond monétaire international met en lumière les défis complexes auxquels sont confrontées les autorités algériennes au moment où elles mettent en oeuvre leur ambitieux programme d'investissement. Le programme de la réforme proposée des dépenses publiques implique une priorisation et un échelonnement précis, en commençant par des mesures qui auront un impact à court terme sur le budget 2007. Parallèlement, les bases doivent être jetées pour des initiatives à moyen (jusqu'en 2009) et long terme (au-delà de 2009). Le Gouvernement devrait envoyer des signaux non ambigus de son intention de définir de nouvelles règles du jeu pour la sélection, préparation, et gestion des projets publics, en renforçant les messages d'engagement, de meilleure gouvernance, de transparence, et de qualité des dépenses. De simples promesses publiques d'attribution de plus de ressources seraient dépourvues de fondement en raison des limites de la capacité d'absorption. Non seulement la conception mais aussi la mise en oeuvre de cette stratégie devrait être cohérente entre les ministères d'exécution. Le processus doit être transparent, ouvert et participatif. Le programme de réformes récapitulé dans la matrice ci-jointe représente l'évaluation détaillée indépendante de la Banque de ce qui sera nécessaire au plein succès du PCSC dans le contexte d'une amélioration de la gestion budgétaire et des perspectives de développement à long terme de l'Algérie.

4-Nécessité d'une rationalisation des dépenses publiques :

Sans surprise, le Fonds monétaire international (FMI) s'est montré encore une fois «clément» à l'égard de l'Algérie. Lors de ses derniers rapports, il a présenté des conclusions «positives» sur les tendances macroéconomiques de l'Algérie. Mais au cas où la crise financière mondiale persiste, le FMI préconise une rationalisation des dépenses publiques. «En cas de poursuite de la crise, une «rationalisation des dépenses publiques serait nécessaire et l'Algérie serait appelée à une mobilisation encore plus efficace des recettes fiscales hors hydrocarbures», Joël Toujas-Bernaté, chef de la mission du FMI en Algérie. Ce dernier a mis en avant l'accélération de la croissance hors hydrocarbures, la réduction du chômage, la quasi-élimination de l'endettement extérieur et une position financière «forte», soutenue par des réserves de change de près de 135 milliards de dollars fin octobre. Mais il ne manquera pas au passage de noter qu'une diminution importante des recettes pétrolières due à la crise mondiale pourrait affecter à terme la croissance via un ralentissement des investissements publics.

Le contexte «requiert une flexibilité accrue des politiques macroéconomiques» pour limiter l'impact de la baisse des cours de l'or noir sur l'économie et soutenir la croissance. De manière générale, l'Algérie pourrait avoir à adopter une politique d'austérité budgétaire imposée par la décroissance de ses revenus qui, évidemment, proviennent à 97% des hydrocarbures. Toujas-Bernaté a expliqué que le gouvernement aura à déterminer les priorités

L'Algérie en quête d'une rationalisation des dépenses publiques.

en matière de dépenses publiques. Néanmoins, il ne juge pas nécessaire de «ralentir les dépenses publiques dans l'immédiat». Toujas-Bernaté n'a, en revanche, pas mis des gants pour être critique à l'égard de l'économie algérienne qui ne décolle pas. La crise «souligne l'impératif de diversification de l'économie algérienne, encore très dépendante des hydrocarbures, alors que la productivité reste relativement faible comparée aux pays partenaires et que le chômage demeure très élevé chez les jeunes». «Le défi majeur de l'Algérie, à moyen terme, est donc d'assurer une croissance hors hydrocarbures forte et soutenable afin de réduire davantage le chômage et d'accroître le niveau de vie de la population», préconise le FMI. Ce dernier recommande également dans son rapport «l'approfondissement des réformes structurelles, notamment en matière du désengagement de l'Etat des secteurs industriel et financier, l'intégration croissante dans l'économie régionale et mondiale et l'amélioration du climat des affaires».

5-Evolution des dépenses publiques (2005-2009) :

	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses publiques milliards DA	2052	2452.7	3108.5	3661.9	4200
Taux de croissance des dépenses publiques	8.46	19.52	26.72	29.93	34.93
Total des dépenses publiques en pourcentage PIB	27.2	28.99	33.86	38.9	45.4
Dépenses d'équipement milliards DA	1211.4	1433.7	1673.9	1893.2	2272.84
Dépenses d'équipement pourcentage dépenses publiques	60.49	58.45	53.84	51.7	54.11
Dépenses d'équipement pourcentage PIB	16.45	16.94	18.23	20.11	22.79
Dépenses de fonctionnement milliards DA	810.6	910.9	1434	1768.7	2001.56
Dépenses de fonctionnement poucentage dépenses publiques	39.50	41.54	46.15	48.3	45.89
Dépenses de fonctionnement poucentage PIB	10.74	12.04	15.62	18.79	22.61

Source : guide statistiques FMI, 2007

Ce qu'on peut observer en premier lieu, c'est que le niveau des dépenses publiques a enregistré une augmentation conséquente de 2000 à 2009, ce qui constitue une expansion du volume des dépenses publiques en cette période d'espace budgétaire et de manne pétrolière.

D'autre part, cela indique que l'élaboration de la loi de finances 2009 en Algérie est intervenue dans un contexte de poursuite du confortement des équilibres internes et externes des principaux indicateurs macro-économiques et financiers. Le contexte économique et financier est marqué, par l'augmentation du prix de référence du baril de pétrole à 37 dollars, un taux de change de 65 DA pour 1 dollar US, un taux de croissance économique de 4,1% et un taux de croissance hors hydrocarbures de 6,6%, émanant essentiellement du secteur des travaux publics et du bâtiment. Il est également marqué, par une stabilité relative des exportations d'hydrocarbures et une augmentation de 10% des importations de marchandises.

Les données relatives aux premiers mois de 2008 montrent une amélioration des conditions du marché pétrolier par rapport à 2007, ou il faut préciser que le prix moyen d'exportation du pétrole s'est élevé jusqu'à fin août 2008 de 114,26 USD le baril contre 74,4 USD en 2007. Les recettes budgétaires sont estimées à 2 786,6 milliards de DA, soit le même niveau enregistré dans la loi de finances complémentaire 2008. Cela est essentiellement dû à l'influence du recul de la fiscalité pétrolière de 5,1%, de la progression de 10% des produits de la fiscalité ordinaire et de l'accroissement des produits de l'impôt sur le revenu global (IRG) de 9% en relation avec la progression de la masse salariale de près de 15%. En revanche, les dépenses budgétaires ont augmenté de 6,3% pour atteindre 4200 milliards de DA en 2009 contre 3661,9 milliards de DA en 2008 en raison de l'accroissement du volume des crédits de paiement consacrés au fonctionnement des institutions de l'État et des investissements publics en cours.

Le niveau des dépenses publiques dans les budgets 2005 et 2006 a été approprié pendant l'exécution du cadre à long terme. Les trajectoires estimées des déficits primaires réels hors hydrocarbures dans le cadre des budgets respectifs et des hypothèses raisonnables convergent vers un chemin viable à moyen terme. Ce qui indique que les dépenses substantielles effectuées dans le cadre du PCSC pour 2005–09 sont rendues possibles par l'accroissement des cours des hydrocarbures.

Conclusion :

Le programme de la réforme proposée des dépenses publiques implique une priorisation et un échelonnement précis, en commençant par des mesures qui auront un impact à court terme sur le budget 2007. Parallèlement, les bases doivent être jetées pour des initiatives à moyen et long terme. Le Gouvernement devrait envoyer des signaux non ambigus de son intention de définir de nouvelles règles du jeu pour la sélection, préparation, et gestion des projets publics, en renforçant les messages d'engagement, de meilleure gouvernance, de transparence, et de qualité des dépenses. De simples promesses publiques d'attribution de plus de ressources seraient dépourvues de fondement en raison des limites de la capacité d'absorption. Non seulement la conception mais aussi la mise en œuvre de cette stratégie devrait être cohérente entre différentes parties d'exécution. Le processus doit être transparent, ouvert et participatif. Le programme de réformes récapitulé dans la foulée représente l'évaluation détaillée indépendante de la Banque de ce qui sera nécessaire au plein succès du dans le contexte d'une amélioration de la gestion budgétaire et des perspectives de développement à long terme de l'Algérie.

Quelques recommandations pour une meilleure rationalisation des dépenses publiques dans différents secteurs étatiques:

- ✓ Rationaliser la dépense publique dans le secteur de l'eau en améliorant la conception et la gestion des projets d'infrastructure hydraulique.
- ✓ Mettre un frein aux nouveaux investissements en barrages et nouveaux grands périmètres d'irrigation jusqu'à ce que la revue des investissements en cours ait été complétée et qu'un portefeuille futur bien programmé ait été adopté.
- ✓ Transférer les ressources budgétaires des programmes de mobilisation de l'eau et d'expansion de l'infrastructure aux programmes d'amélioration de la gestion et de la gouvernance.
- ✓ Modifier les niveaux des dépenses publiques et leur composition et encourager le coût-avantage dans les services de construction d'établissements scolaires.

✓ Rationaliser la dépense publique du secteur santé en réduisant les coûts des l'achat des médicaments, et réformer le système de financement du dit secteur.

✓ Rationaliser la politique d'investissement dans les transports ainsi qu'accroître l'efficacité d'allocation et technique des services de transport..

Références bibliographiques :

1-ADETEF-Sema Belgium. 2005. "Rapport sur les options." Version 02.01, Projet Modernisation du Système Budgétaire, Ministère des Finances.

2- Bahloul, Mohamed. 2006. "Dix Etudes Portant sur la Lutte Contre La Corruption Dans La Région MENA." Institut de Développement des Ressources Humaines. Oran.

3- International Monetary Fund (IMF). 2004a. "Algeria: Statistics from the International Monetary Fund (IMF) 2001-2004." Article IV mission reports and Statistical Annexes. Washington DC.

4- 2005a. "Algeria: Report on the Observance of Standards and Codes: Fiscal Transparency Module. IMF Country Report No.05/68, Washington, DC.

5- 2006. "Algeria:Recent Economic Developments." IMF, Washington, DC.

6- Institut National de Santé Publique (INSP). 2005. Synthèse Enquête Mortalité. Projet INCO-MEDTAHINA, Algiers.

7- Ministère de l'Education Nationale (MEN). 2004. "Algérie: Rapport national sur le développement de l'éducation." Paper presented to the 47th Session of the International Conference on Education.(September 8–11).

8- Messahel, M. and M. S. Benhafid. 2003. "Efficience de l'Eau d'Irrigation en Algérie," Presentation to the 4th Workshop of the WASAMED Thematic Network,. Amman, Jordan.

9-Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie/SEMA Belgium/Adetef/Atos Origin/Insa, 2005. "Algérie : Restructuration du processus d'exécution de la dépense publique," Projet de Modernisation des Procédures Budgétaires, Crédit No.7047-AL, Alger.

10-Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie/Sofreco, 2003. "Etat de Lieu—Rapport de démarrage," Projet de Modernisation des Systèmes Budgétaires, Credit No.7047-AL, Alger.

11-Ministry of Economy and Finance (MoF). 1990. "Loi relative à la comptabilité publique." Law No.

90-21. Algiers.

———. 2004. Loi de Finances Complémentaire. Algiers.

———. 2005a. Loi de Finances Complémentaire. Algiers.

———. 2005b. Rapport de présentation de la loi de finances pour 2006. Algiers. (October).

———. 2006a. "Rapport du comité interministériel chargé de l'évaluation et de l'élaboration du contrôle des Fiances Publiques" Algiers. (March).

———. 2006b. "Avant projet de Loi organique Relative aux Lois de Finances" Version du 27.

12- A la recherche d'un investissement public de qualité. Une Revue des dépenses publiques, Le 15 août 2007, Rapport N° 36270 – DZ ; Groupe pour le Développement socioéconomique

Région Moyen Orient et Afrique du Nord ; Document de la Banque mondiale

13-World Bank. 1993. Water Resources Management. World Bank, Washington DC.

———. 1994. "Algérie: Modernisation institutionnelle du secteur de l'équipement" (July).

———. 1997. "Algeria: Public Expenditures: Towards Greater Efficiency and Effectiveness." Report

No. 16171-AL. World Bank, Washington, DC.

———. 1998a. Irrigation Sector Strategy.

———. 1998b. "Guidelines for Medium Term Expenditure Budgeting," Mimeo, Washington DC.

———. 1999a. Algeria: Growth, Employment and Poverty Reduction. (January).

———. 1999b. Algérie: Note sur la Stratégie des Transports. Policy Note. World Bank, Washington,

DC.

———. 1999c. "Modernisation de l'administration de l'équipement- Amélioration de l'efficacité

opérationnelle des services de l'administration." (September).

———. 2000a. "Le Secteur Ferroviaire Algérien – Elements de Diagnostic et Stratégie de Redressement." Working document for the appraisal of the Loan 7073 AL. World Bank, Washington, DC.

———. 2000b. "Algeria: Modernization of the Budgetary System, Project Document." Washington, DC.

———. 2001. Algeria: Oil Cycles and Economic and Policy Performance, December 2001.

———. 2002a. "Democratic and Popular Republic of Algeria – Public Expenditure Review of the

Social Sector (In Two Volumes)". MENA Region, Washington, D.C.

———. 2002b. "Democratic and Popular Republic of Algeria – Health Sector Overview." MENA

Region, Washington, D.C.

———. 2002c. "Algeria. Country Procurement Report." Mimeo. Washington D.C.

———. 2003a. "A Medium-Term Macroeconomic Strategy for Algeria." (May).

———. 2003b. "Algeria: Medium-Term Macroeconomic Strategy" (two volumes). World Bank

Report No. 26005-AL. (May).

———. 2003c. "Algeria: Elements for a Water Sector Strategy," June 2003.

———. 2003d. "Algeria: Public Expenditure Review. Conceptual Note." September. Mimeo, Washington DC.

———. 2003e. "Country Assessment and action Plan for HIPC," Mimeo, Washington DC.

———. 2004a. "Algérie : Evaluation du programme de soutien a la relance économique." January

2004.

199

———. 2004b. Algérie: Note sur la Politique des Transports. The World Bank, Washington, DC.

- . 2004c. "Algeria: Aide-mémoire of the mission to do preparatory work for the Public Expenditure Review." Algiers (June 12-24).
- . 2004d. "Algeria: Evaluation of the Economic Recovery Support Program." World Bank Report No. 28937-AL (August).
- . 2007e. "Ecuador: Fiscal Management and Public Expenditure Review (PER)." Conceptual Note. February 12 (budget process).
- . 2005a. "Algérie : La Réforme du Secteur des Transports." Policy Note. World Bank, Washington, DC.
- . 2005b. "Algeria: Aide-mémoire of the mission to do preparatory work for the Public Expenditure Review." Mimeo. Algiers, April 23-29.
- . 2005c. "Ecuador: Creating the Fiscal Space Necessary for Poverty Reduction: A Fiscal Management and Public Expenditure Review." World Bank and Inter-American Development Bank.
- . 2005d. "Autoroute Est-Ouest: Premier diagnostic technique et recommandations préliminaires pour un renforcement de la capacité du projet." The World Bank, Washington, DC.
- . 2005e. "Rural Water Supply and Sanitation in the Middle East and North Africa Region."
- . 2005f. "Pakistan Country Water Assistance Strategy."
- . 2005g. "Islamic Republic of Iran: Cost Assessment of Environmental Degradation," Sector Note No. 32043-IRN. Washington, D.C.
- . 2005h. "Fiscal Policy for Growth and Human Development Issues, Methods and Policy Options," Mimeo, Concept Note, Revised Draft. (December 6).
- . 2005i. World Development Indicators 2005. World Bank, Washington, DC.
- . 2006a. "Investment Climate Assessment Update Report." World Bank, Washington, DC.
- . 2006b. "MENA Water Development Report." Mimeo. World Bank. Washington, D.C.
- World Bank and IMF. 2005. "Update on the Assessments and Implementation of Action Plans to Strengthen Capacity of HIPC's to Track Poverty Reducing Public Spending. Washington, DC.